5 novembre : amplifier les grèves pour gagner !

mercredi 21 octobre 2026, par Lucas

5 novembre : amplifier les grèves pour gagner !

Depuis le 29 septembre, les mouvements sociaux se sont démultipliés. Agent·es de la Fonction publique, lycéen·nes, étudiant·es, retraité·es, salarié·es de l'industrie, des services et du commerce, de l'associatif revendiquent des hausses de salaires et de pensions, des moyens pour les services publics, le développement de l'emploi stable et qualifié…

Un point commun : la remise en cause de la répartition des richesses produites par le monde du travail et dont la majorité ne sert l'intérêt que d'une caste de privilégié·es, les grandes entreprises, les ultra-riches et leurs dividendes (61 milliards d'euros ces 6 premiers mois pour le CAC 40).

À cela, le gouvernement n'apporte que deux réponses !

→ **Des projets de budgets de l'État et de la Sécurité sociale 2027, qui feront une nouvelle fois payer les salarié·es, les retraité·es, et les malades.** Alors même que beaucoup d'entre nous doivent choisir entre faire le plein de carburant ou faire ses courses, le budget Lecornu prévoit 54 milliards d'efforts budgétaires qui pèseront directement sur les budgets des familles et sur les services publics déjà exsangues. C'est la réduction des recettes organisée, avec la baisse de la taxe exceptionnelle sur les hauts revenus de 7 à 5 milliards et de nouveaux cadeaux aux grands groupes. Alors que les entreprises bénéficient de milliards d'aides publiques, des milliers d'emplois sont supprimés. Cet argent doit servir à maintenir et créer des emplois de qualité et qualifiés, relocaliser notre industrie et investir dans la transition écologique, et pas à réaliser des licenciements boursiers !

→ **Une répression totalement démesurée, notamment sur le mouvement de jeunesse** pour créer un climat de peur et étouffer les revendications légitimes : emploi d'armes disproportionnées qui entraînent de multiples mutilations, nassages et gazages de manifestant·es pacifiques pour empêcher la tenue de mobilisations, atteinte à l'intégrité de responsables syndicaux·ales, etc.

Par son refus obstiné de répondre aux revendications portées massivement de manière pacifique, c'est le gouvernement qui porte la responsabilité politique de la montée des violences observées ces derniers jours.

Malgré cette répression, les manifestations font le plein et démontrent la force de ce mouvement. Comme syndicalistes, nous savons que pour gagner il faut aussi que la grève soit massive. À nous de convaincre nos collègues que la grève, qui est un droit constitutionnel, est un moyen nécessaire dans la mobilisation en cours. Le 5 novembre soyons tous et toutes en grève !

Il y a urgence à répondre aux revendications !

Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture // 01-55-82-76-12 // fercgt.fr

Depuis le 29 septembre, les mouvements sociaux se sont démultipliés. Agent·es de la Fonction publique, lycéen·nes, étudiant·es, retraité·es, salarié·es de l'industrie, des services et du commerce, de l'associatif revendiquent des hausses de salaires et de pensions, des moyens pour les services publics, le développement de l'emploi stable et qualifié…

Un point commun : la remise en cause de la répartition des richesses produites par le monde du travail et dont la majorité ne sert l'intérêt que d'une caste de privilégié·es, les grandes entreprises, les ultra-riches et leurs dividendes (61 milliards d'euros ces 6 premiers mois pour le CAC 40).

À cela, le gouvernement n'apporte que deux réponses !

1/ Des projets de budgets de l'État et de la Sécurité sociale 2027, qui feront une nouvelle fois payer les salarié·es, les retraité·es, et les malades. Alors même que beaucoup d'entre nous doivent choisir entre faire le plein de carburant ou faire ses courses, le budget Lecornu prévoit 54 milliards d'efforts

budgétaires qui pèseront directement sur les budgets des familles et sur les services publics déjà exsangues. C'est la réduction des recettes organisée, avec la baisse de la taxe exceptionnelle sur les hauts revenus de 7 à 5 milliards et de nouveaux cadeaux aux grands groupes. Alors que les entreprises bénéficient de milliards d'aides publiques, des milliers d'emplois sont supprimés. Cet argent doit servir à maintenir et créer des emplois de qualité et qualifiés, relocaliser notre industrie et investir dans la transition écologique, et pas à réaliser des licenciements boursiers !

2/ Une répression totalement démesurée, notamment sur le mouvement de jeunesse pour créer un climat de peur et étouffer les revendications légitimes : emploi d'armes disproportionnées qui entrainent de multiples mutilations, nassages et gazages de manifestant·es pacifiques pour empêcher la tenue de mobilisations, atteinte à l'intégrité de responsables syndicaux·ales, etc.

Par son refus obstiné de répondre aux revendications portées massivement de manière pacifique, c'est le gouvernement qui porte la responsabilité politique de la montée des violences observées ces derniers jours.

Malgré cette répression, les manifestations font le plein et démontrent la force de ce mouvement. Comme syndicalistes, nous savons que pour gagner il faut aussi que la grève soit massive. À nous de convaincre nos collègues que la grève, qui est un droit constitutionnel, est un moyen nécessaire dans la mobilisation en cours. Le 5 novembre soyons tous et toutes en grève !

Il y a urgence à répondre aux revendications !

Sur les salaires !
• Augmenter le Smic, le point d'indice dans la Fonction publique (rattrapage de 400 €, rénovation des grilles statutaires, indexation sur l'inflation), les pensions et les minima sociaux et indexer les salaires et les prestations sociales sur les prix.
• Ouvrir de véritables NAO - négociations annuelles obligatoires - anticipées dans le privé et, notamment, à l'AFPA (perte de 24 % de pouvoir d'achat en 10 ans au regard de l'inflation) et dans les associations d'éducation populaire (depuis 2024, elles ont perdu 2,2 milliards d'euros de financements publics, et près d'une association sur deux déclare réduire sa masse salariale cette année).
• Gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Pour les services publics !

• Créer des postes de personnels enseignants pour garantir la baisse des effectifs par classe, de véritables remplacements pour garantir le maintien des enseignements.
• Créer des postes de titulaires pour répondre aux besoins de l'Enseignement supérieur et la Recherche publics et résorber la précarité.
• Rappeler l'ensemble des personnels non-titulaires non renouvelés et les titulariser toutes et tous sans condition de concours ni de nationalité.
• Créer des postes de personnels de vie scolaire, administratifs, de service santé- social, AESH …, y compris pour mettre en application la loi intégrale contre les violences faites aux femmes et aux enfants.
• Exiger des moyens financiers et en postes pour les CROUS pour le repas à 1€.
• Abroger Parcoursup.
• Abroger les droits différenciés pour les étudiant·es extra-communautaires.
• Mettre en œuvre un plan d'urgence pour rénover l'ensemble du bâti public.

Pour la défense de l'emploi !

• Créer un statut Fonction publique pour les AESH et les AEd.
• Maintenir des financements pluriannuels garantissant des moyens humains et matériels suffisants dans les associations.
• Continuer à défendre l'AFPA, ses missions, ses centres et ses emplois, alors que la direction a fait le choix d'un nouveau plan de licenciement.

La FERC CGT appelle à poursuivre la mobilisation pacifique avec les jeunes, à mettre partout en débat les conditions de la construction du rapport de force pour gagner sur les revendications, à travailler la question de la grève sur tous les lieux de travail afin de préparer une journée intersyndicale de grève et de manifestation interprofessionnelle massive le 5 novembre.

Montreuil, le 20 octobre 2026